



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/L-horrible-verite-commence-a-se>

L'horrible vérité commence à se faire jour sur les dirigeants européens

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2010 - N° 1115 - décembre 2010 -

Date de mise en ligne : vendredi 31 décembre 2010

Description :

Traduit par F.Asselineau, un article d'A.E. Pritchard, dans le Daily Telegraph, dénonce la politique des dirigeants de l'Union européenne

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Un lecteur nous a envoyé la traduction, faite par François Asselineau d'un article de Ambrose EVANS PRITCHARD, paru dans le Daily Telegraph du 16 novembre et qu'il juge particulièrement courageux. Cet article prouve, en effet, qu'au Royaume-Uni, l'un des quotidiens les plus anciens du monde n'hésite pas à publier une critique acerbe, mais documentée, sur les dirigeants européens, et, allant ainsi à l'encontre du discours officiel, ose alerter ses lecteurs. En voici l'essentiel :

C'est désormais le projet européen en entier qui risque de se désintégrer, avec des conséquences stratégiques et économiques qui sont très difficiles à prévoir.

Dans un discours prononcé ce matin, le président de l'Union européenne Hermann Van Rompuy (par ailleurs poète et versificateur en japonais et en latin) a mis en garde : si les dirigeants européens ne traitent pas correctement la crise actuelle et laissent la zone euro se fracturer, ils détruiront l'UE elle-même. « Nous sommes dans une crise de survie. Nous devons tous travailler ensemble pour faire survivre la zone euro, parce que si nous n'arrivons pas à faire survivre la zone euro, nous n'arriverons pas non plus à faire survivre l'Union européenne » a-t-il lancé. Quoi qu'il s'agisse d'un thème on ne peut plus familier aux lecteurs du Daily Telegraph, entendre une telle confession cela n'en fait pas moins un choc, après toutes ces années, dans la bouche-même du président de l'Europe.

Il admet que le pari d'avoir lancé une monnaie prématurée et dysfonctionnelle, ne disposant ni d'un Trésor centralisé, ni d'une fusion des dettes nationales, ni d'un gouvernement économique pour la soutenir (et d'avoir, qui plus est, opéré ce lancement avant que les économies, les systèmes légaux, les pratiques de négociation salariales, la croissance de la productivité et l'élasticité des économies aux taux d'intérêt soient parvenus à un degré de convergence suffisant du nord au sud de l'Europe), ce pari est maintenant susceptible de provoquer un horrible retour de flammes.

Jacques Delors et ses compères fondateurs de l'union économique et monétaire (UEM) avaient pourtant été mis en garde par des économistes de la Commission, au début des années 90, que cette aventure insouciance ne pourrait pas fonctionner et qu'elle mènerait à une crise traumatique. Ils ont écarté les avertissements.

Ils avaient également été prévenus que les unions monétaires n'éliminent nullement les risques : elles ne font que les transformer, de risques sur les devises en risques sur les défauts de paiement. C'est pour cette raison qu'il était de la plus haute importance de disposer, dès le début, d'un mécanisme en état de fonctionnement pour résoudre les défauts sur les dettes souveraines ou les coupes obligataires, avec des règles claires pour établir la tarification appropriée à ce type de risque.

Mais non, les maîtres de l'UE n'ont rien voulu entendre. Ils ont considéré qu'il ne pourrait y avoir aucun défaut de paiement, et aucune mesure préparatoire n'a été prise, ni même autorisée, pour traiter une situation pourtant parfaitement prévisible. À leurs yeux, la foi politique seule suffisait.

Les investisseurs, qui auraient dû être mieux informés, sont tombés de plain pied dans le piège, en achetant de la dette souveraine grecque, portugaise et irlandaise à seulement 25-35 points de base au-dessus des Bons du Trésor. Au plus haut du boom, les fonds achetaient des bons espagnols avec un écart d'à peine 4 points de base. Nous voyons maintenant ce qu'il se produit quand on introduit un tel aléa dans le système, et que vous fermez en outre le thermostat d'alerte.

M. Delors avait raconté à ses collègues que n'importe quelle crise serait une "crise bénéfique", qu'elle permettrait à l'UE de vaincre la résistance au fédéralisme fiscal et d'accumuler ainsi de nouveaux pouvoirs. Le but de l'UEM était politique et non pas économique, et c'est pourquoi les objections des économistes pouvaient heureusement être passées par pertes et profits. Une fois que la monnaie unique existerait, les États membres de l'UE abandonneraient leur souveraineté nationale pour lui permettre de fonctionner sur la durée. Elle conduirait ainsi inéluctablement au rêve de Jean Monnet d'un véritable État fédéral européen.

Faites donc entrer la crise !

Derrière ce pari, bien sûr, il était fait l'hypothèse que n'importe quelle crise pourrait être contenue à un coût supportable, une fois que les déséquilibres du système, « une même taille qui ne convient à personne » typique de l'UEM, aurait déjà atteint des niveaux catastrophiques, et que les bulles de crédit des pays du sud de l'Europe (baptisés le "Club Med") et de l'Irlande se seraient effondrées. L'hypothèse était faite aussi que l'Allemagne, les Pays Bas, et la Finlande finiraient (sous l'avalanche des protestations) par se résoudre à payer la facture pour une "Transferunion" (=Union européenne fondée sur le transfert des richesses entre États membres).

Il se pourrait bien que nous soyons bientôt amenés à vérifier si ces deux hypothèses étaient correctes. Loin de lier tous les pays d'Europe, l'UEM mène à l'acrimonie et aux récriminations mutuelles. Nous avons assisté à une première éruption en début d'année, lorsque le vice Premier ministre grec a accusé les Allemands d'avoir volé l'or grec des chambres fortes de sa banque centrale et d'avoir tué 300.000 personnes sous l'Occupation nazie.

La Grèce est maintenant sous protectorat de l'UE, ou plus pudiquement de "Mémorandum" puisque c'est ainsi qu'on l'appelle. Ce qui a donné naissance à des attaques terroristes, piqûres d'épingle contre quiconque est lié de près ou de loin aux pouvoirs européens. L'Irlande et le Portugal sont un peu plus loin en arrière sur cette route qui conduit à la servitude, mais ils sont déjà confrontés à des politiques dictées directement depuis Bruxelles et ils seront bientôt placés à leur tour sous des protectorats formels, et ce dans tous les cas.

L'Espagne a plus ou moins été forcée de réduire les salaires de la fonction publique de 5% pour se conformer aux exigences de l'UE faites en mai. Tous doivent se plier au programme européen d'austérité, sans pouvoir compter sur le soulagement compensateur d'une dévaluation ou d'une politique monétaire plus accommodante.

Si tout cela continue l'année prochaine, avec un chômage à un niveau record ou même continuant à grimper encore plus haut, il va commencer à devenir important de s'interroger sur qui a la "propriété" politique sur l'ensemble de ces politiques. Est-ce vraiment le fruit d'un consentement pleinement démocratique ? Ou bien ces souffrances sont-elles imposées par des chefs suprêmes étrangers dans un but purement idéologique ? Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour prévoir les effets de tout cela sur l'entente en Europe.

Mon opinion personnelle est que l'UE est devenue illégitime lorsqu'elle a refusé d'accepter le rejet de la Constitution européenne par les électeurs français et néerlandais en 2005. Il ne peut y avoir aucune justification pour faire revivre ce texte sous l'appellation de traité de Lisbonne et le faire adopter de force par une procédure parlementaire sans référendums, dans ce qui n'était au fond rien d'autre qu'un putsch autoritaire. (Oui, les parlements nationaux ont eux-mêmes été élus à€" il n'est pas utile de m'adresser des commentaires indignés pour le souligner à€" mais quel fut le motif pour que les gouvernements français et néerlandais refusent à leurs propres peuples de revoter dans ce cas précis ? Les chefs élus peuvent aussi violer la démocratie. Il y avait une fois un caporal autrichien.... mais n'entrons pas là dedans).

L'Irlande était le seul pays obligé par sa Constitution à organiser un référendum. Quand cet électorat seul a

L'horrible vérité commence à se faire jour sur les dirigeants européens

également voté Non, l'UE a de nouveau négligé le résultat et a intimidé l'Irlande pour qu'elle vote une deuxième fois afin d'obtenir le "bon vote".

C'est le comportement d'une organisation proto-Fasciste. Ainsi, si l'Irlande maintenant à€” par une ironie de l'histoire et au nom de représailles méritées à€” enclenche la réaction en chaîne qui va détruire la zone euro et l'UE, il sera difficile de résister à la tentation d'ouvrir une bouteille de whiskey du Connemara pour savourer le moment. Mais il faudra résister à cette tentation. Car le cataclysme ne sera pas joli.

Ma pensée personnelle, pour tous ces vieux amis qui travaillent toujours pour les institutions de l'UE, est de savoir ce qui va arriver à leurs euro-retraites si ce qu'annonce M. Van Rompuy est exact.

Post-scriptum :

Extraits du commentaire du traducteur :

« C'est avec un vif intérêt que j'ai pris connaissance de cet article du journaliste britannique Ambrose Evans-Pritchard [...] D'abord parce que son auteur est l'un des meilleurs journalistes du Royaume-Uni, et sans doute l'un des meilleurs journalistes du monde. Il [...] se fait un point d'honneur à découvrir la vérité derrière les mensonges officiels de tous les pouvoirs, puis d'en informer fidèlement et sans détours ses concitoyens. [...] La preuve, très porteuse d'espoir, qu'à travers toute l'Europe des forces sont en train de se lever pour briser la dictature impitoyable qui s'est mise en place sous couvert de "construction européenne" et pour rendre aux différents peuples d'Europe leur grandeur et leur bonheur, qui ne peuvent bien entendu aller de pair qu'avec leur liberté.

Le Daily Telegraph, qui est l'un des journaux les plus anciens et les plus sérieux du monde, a fait d'Ambrose Evans Pritchard l'un de ses journalistes vedettes et lui ouvre grand ses colonnes pour publier cet article. Ce journal et ce journaliste représentent à mes yeux ce qu'a de plus grand le peuple britannique : à savoir un goût inné pour le débat démocratique vrai, envers et contre tout ».